



Déclaration liminaire au CT des DDI du 11 juillet 2013

Bonnes questions ... mauvaises réponses !

Monsieur le Président,

A la demande unitaire de l'ensemble des organisations syndicales, vous avez accepté d'accélérer le rythme des réunions de ce comité technique, prenant en compte l'importance de ce moment pour l'avenir de l'État territorial en général, et des DDI en particulier.

Avec, en point saillant, la remise au Premier ministre du rapport Rebière/Weiss sur la stratégie d'organisation à 5 ans de l'administration territoriale de l'État.

Sans porter de jugement définitif sur ce rapport et les propositions qui en ressortent, le CT des DDI n'est pas l'instance idoine pour cela, nous notons que l'état des lieux dressé par la mission se rapproche très largement de ce que FO avait pu écrire dès 2011 dans son manifeste pour la survie du niveau départemental.

Aux bonnes questions, de bien mauvaises réponses sont susceptibles d'être apportées. « L'enfer est pavé de bonnes intentions », ainsi des catastrophes pour les structures départementales de l'État sont à craindre.

Nous sommes en particulier vigilants à ce que ces propositions ne tendent pas une fois de plus à des réorganisations compensant les baisses d'effectifs, économisant des frais de structures et, surtout, renforçant la gestion régionale des missions et des effectifs. Avec au passage la tentation de porter une nouvelle fois atteinte à la gestion ministérielle des agents et aux corps, creusets des compétences diversifiées enrichissant les DDI.

Comme FO l'a exprimé auprès de la mission et à l'occasion de la table ronde « services publics » de la Conférence sociale, le véritable enjeu pour l'amélioration de la qualité du service public est de poser l'expression des besoins, de repartir des fondements de la République, de redonner les moyens et les effectifs aux différents services, administrations et établissements qui ont été supprimés depuis plus de 10 ans, mais aussi assurer une présence départementale et infra-départementale des services publics.

Et cela semble bien mal parti, la MAP conjuguée aux mesures d'austérité frappant jour après jour encore plus durement les services publics que ne le fit en son temps la RGPP. Pour preuve, certains directeurs tirent désormais ouvertement la sonnette d'alarme, confrontés à la perspective de perdre le quart de leurs effectifs dans les deux prochaines années. Effet pour les DDT(M) du plan anti-social ADS/ATESAT du ministère de l'égalité des territoires par le vide.

Il faut savoir dire stop, et FO le fait !

Alors, Monsieur le Président, nous pourrions encore nous réunir bien souvent dans cette instance, deviser sur l'avenir des services territoriaux de l'État... ou ce qu'il en reste, partager des éléments d'état des lieux, prendre connaissance de rapports successifs ne faisant que reconnaître que ce qui apparaissait pérenne hier ne l'est plus, ce ne sont pas les éventuelles mesures structurelles issues du rapport Weiss/Rebière qui traiteront le mal à la racine.

De ce point de vue, nous vous rappelons ici l'engagement obtenu par FO auprès de Mme Lebranchu et du Premier ministre de ne prononcer aucune décision précipitée avant d'avoir conduit une concertation au bon niveau avec les organisations syndicales. De ce point de vue, toute annonce précipitée de décision issue du rapport Weiss/Rebière dans le cadre du CIMAP du 17 juillet serait interprétée par FO à sa juste valeur, à savoir la valeur qui pourrait dès lors être accordée à la parole de Matignon.

Ajouté à cela le contexte imposé aux fonctionnaires en matière de pouvoir d'achat, plus les mesures envisagées à l'encontre des retraites et des pensions, le tout exécuté uniquement pour plaire à la Commission européenne et vous avez les éléments du désordre social. Entendus que de nombreux fonctionnaires comme Mme BATHO: « *n'accepte pas le tournant de la rigueur qui ne dit pas son nom* » et s'organisent dès à présent pour le 10 septembre 2013.

Je vous remercie.